

Pour montrer l'importance de l'activité minière au-delà du seul projet de la Montagne d'Or, qui occupe tout l'espace médiatique, le collectif Or de question, en collaboration avec l'association SystExt, a diffusé dans la presse en avril 2019 cet inventaire cartographique des permis miniers.

Source : Ferrarini, avril 2019.

# CES PETITES CARTES QUI VEULENT DÉPLACER DES MONTAGNES... D'OR L'ICONOGRAPHIE CONTESTATAIRE EN GUYANE FRANÇAISE<sup>1</sup>

Matthieu Noucher  
*patiencesgeographiques.org*

Matthieu Noucher est géographe, chercheur au CNRS au laboratoire Passages et directeur-adjoint du GdR MAGIS, réseau national de recherche en sciences de l'information géographique. Ses travaux actuels se focalisent sur le « blanc des cartes », c'est-à-dire les marges territoriales qui, à bien des égards, peuvent aussi être considérées comme des marges cartographiques. En 2017, il a publié *Les Petites cartes du Web. Approche critique des nouvelles fabriques cartographiques* et, en 2020, il a co-dirigé avec Laurent Polidori *l'Atlas critique de la Guyane*.

## Des petites cartes aux contre-cartes

Si dans le domaine des politiques publiques, le recours à la carte ne constitue pas un fait nouveau, la cartographie numérique connaît un essor fulgurant au-delà des arènes institutionnelles. Ce succès s'explique à la fois par le besoin croissant de représenter des phénomènes de plus en plus complexes et par l'expansion de ces usages sur Internet. C'est ainsi qu'a émergé, depuis une quinzaine d'années, une myriade de « petites cartes du web ». J'ai proposé cette expression en 2017 pour signifier l'importance d'étudier cette iconographie abondante qui sort des cadres conventionnels d'analyse des référentiels cartographiques. Ces milliers de représentations alternatives des territoires, produites sur des plateformes numériques variées, par des professionnels (géographes, cartographes, géomaticien·nes), mais aussi par de nouvelles actrices et de nouveaux acteurs (militant·es, journalistes, hackers, etc.), méritent qu'on les prenne au sérieux (Noucher, 2017). Comme les grands récits cartographiques d'antan, ces petites cartes sont en effet porteuses de savoir socialement construit, subjectif et idéologique. L'expression « petites cartes du web » permet d'insister sur leur caractéristique selon trois perspectives : historique, politique et technique. D'un point de vue historique, elle permet de marquer la rupture entre les grands récits cartographiques qui ont toujours guidé la discipline et l'émergence récente de ces pratiques diffuses et exponentielles. Au niveau technique, les « petites cartes du web » font aussi référence aux « petites formes du web »

1. Cette contribution est une version retravaillée et enrichie de Matthieu Noucher, « Dénoncer, braconner, renverser le pouvoir des cartes. Enjeux et limites de la contre-cartographie en Guyane française » dans Diane Bracco et Lucie Genay, *Contre-cartographier le monde*, Presses universitaires de Limoges, 2021, p.55-68.



(Candel *et al.*, 2011) décrites comme les *prima elementa* de l'écriture éditoriale d'Internet. En ce sens, elles constituent une nouvelle forme d'écriture géographique du monde. Enfin, l'expression permet également de souligner leur dimension politique. La politisation de ce qui est «petit» conduit ainsi à considérer les «petites cartes» comme mineures, c'est-à-dire produites en dehors des sphères institutionnelles ou commerciales dominantes. Elles donnent potentiellement la voix à diverses minorités et peuvent même devenir des contre-cartes.

### Batailles de cartes, luttes de visibilité

L'idée que la carte peut faire entendre une voix citoyenne, notamment celle des groupes marginalisés ou des minorités mal ou peu représentées sur les cartes dominantes, a progressivement fait son chemin. Elle est désormais perçue comme un instrument de renforcement social parce qu'elle permet de mettre à plat des conflits spatiaux. Dans un texte fondateur publié en 1995, la sociologue Nancy Peluso a qualifié ce type d'initiative de «contre-cartographie». Décrivant les luttes locales sur les ressources forestières à Kalimantan en Indonésie, elle caractérise cette démarche des militant·es et de leurs allié·es comme une stratégie visant à «s'approprier les techniques et le mode de représentation de l'État pour renforcer la légitimité des revendications “coutumières” sur les ressources» (*ibid.*, p. 384). En cherchant à souligner de nouveaux centres d'attention, en conférant une dignité nouvelle à des thématiques ou des populations jusque-là enfouies dans les blancs des cartes, la contre-cartographie ambitionne de reconfigurer les manières de voir le monde et participe aux luttes de visibilité.

À l'ère du numérique, la contre-cartographie trouve des points d'appui rétrospectifs dans l'histoire des contestations de la technique, comme dans le travail

précurseur de Jacques Ellul<sup>2</sup>. De fait, si la théorie critique de la technique examine les outils numériques comme des outils de rationalisation sociale au service d'instances de domination, elle invite aussi à ne pas se limiter à cette vision déterministe (Feenberg, 2014). C'est ainsi que des réseaux, des collectifs formels ou informels de militant·es, d'artistes ou de chercheuses et chercheurs tentent de se réappropriier les statistiques et la cartographie comme outil de lutte et moyen d'émancipation. Des expériences de «statactivisme» ou de «contre-cartographies» constituent des ressources de résistance et d'imagination politique. La relation à l'information géographique numérique ne relève plus alors de l'instrumentation ou de l'aliénation, mais peut au contraire s'opérer sur le mode du détournement, où art et hacktivismisme technocritique s'entremêlent (Fourmentraux, 2020). En devenant des braconnières et braconniers des plateformes algorithmiques, les contre-cartographes tentent donc de renverser le pouvoir des cartes. Dans les Amériques, ces luttes cartographiques sont souvent associées à des conflits autour de l'implantation d'industries extractivistes comme c'est le cas en Guyane française.

### En Guyane, une cartographie institutionnelle « figée » ?

Au cœur du bouclier des Guyanes<sup>3</sup>, la situation de la Guyane française, seul territoire européen d'Amérique du Sud, témoigne des défis qui accompagnent toute ambition cartographique : l'étendue du territoire, son faible taux d'occupation, les interactions transfrontalières de toutes natures, mais aussi les difficultés d'arpentage du massif amazonien ou encore son taux

2. Jacques Ellul dénonce la sacralisation de la technique en tant que phénomène social (Ellul, [1973] 2003).

3. Le bouclier (ou plateau) des Guyanes est une formation géologique qui rassemble dans une même unité la Guyane française, le Suriname, le Guyana, une partie du Venezuela et de la Colombie et le nord du Brésil. Plusieurs initiatives transnationales tentent d'émerger à cette échelle, en particulier en matière de conservation de l'environnement.

de couverture nuageuse élevé qui rend particulièrement délicates les prises de vue aériennes ou satellitaires (Noucher et Polidori, 2020). De grands récits d'explorateurs et de nombreux mythes cartographiques ont façonné son histoire. Aujourd'hui encore, les cartes institutionnelles françaises semblent avoir figé leur toponymie pour mieux marquer le territoire national (Noucher, 2020). Les cartes de l'IGN perpétuent ainsi l'héritage des explorations des XIX-XX<sup>èmes</sup> siècles dans les secteurs aurifères, comme en témoigne la persistance des noms évocateurs désignant des placers (les chantiers d'exploitation minière) : « Panne », « Bon espoir », « Patience », « Certitude », « Repentir », « Misère », etc. Mis bout à bout, ils permettent de lire l'histoire d'une migration, celle des colons français qui entrent progressivement dans la forêt (Lézy, 2000). Ils témoignent de l'incapacité de ces expériences pionnières à décoder les marqueurs autochtones alors qu'une toponymie d'usage particulièrement riche existait déjà. Elle est le reflet de la diversité des habitant·es de ce territoire. Faute de recensement ethnique, les peuples autochtones de Guyane sont vaguement estimés à 9000 personnes (Gay, 2021) réparties en six ethnies : les Kali'na et Wayana qui proviennent du groupe Karib, les Lokono et les Paykweneh originaires du groupe Arawak et les Teko et Wayapi qui dépendent du groupe Tupi-Guarani. Les Bushinengués, inégalement acculturés et perpétuant eux aussi des modes de vie traditionnels, sont fréquemment associés à ces communautés, notamment au sein du Grand Conseil coutumier créé en 2017. Descendants d'esclaves révolté·es ayant fui les plantations du Suriname au XVIII<sup>e</sup> siècle pour s'installer en Guyane, ils vivent majoritairement le long des fleuves. Estimés à environ 37200 en 2003 (*ibid.*), ils sont répartis en quatre groupes linguistiques (Saramaka, Ndyuka, Aluku, Paramaka) et deux zones géographiques principales : le littoral et l'Intérieur. Figée sur la période coloniale, la cartographie institutionnelle n'est nullement le reflet de cette diversité.

Confrontée à d'intenses controverses sur son passé, la Guyane voit aussi s'affronter des visions diamétralement

opposées sur son devenir, notamment sur la question du développement des activités minières. Le projet emblématique de la Montagne d'Or est celui qui a cristallisé le plus de tensions, les revendications cartographiques oscillant entre priorités environnementalistes, indigénistes ou industrielles. Si la montée en puissance de contre-cartes pour contester les activités aurifères légales ou illégales s'observe depuis peu, des mobilisations très variées occupent aujourd'hui l'espace public. Pour autant, les effets des contre-cartographies sont à relativiser : la promesse implicite d'un *empowerment* par la carte semble inachevée, tant les peuples autochtones apparaissent, une fois de plus, comme totalement marginalisés par ces combats de cartes.

## Détourner les cartes

Les cartes sont avant tout utilisées dans les actions de revendications et de résistance perceptibles sur les murs des villes, au bord des routes, sur les places des marchés ou encore sur les réseaux sociaux (p. 172-173). Ces détournements cartographiques visent, pour la plupart, à alimenter les luttes en cours. Ils laissent apparaître une Guyane tantôt pillée, tantôt balafmée qui contraste avec les imaginaires associés au tapis vert, homogène et intact que serait la forêt tropicale humide. Le mouvement d'opposition à la Montagne d'Or est emblématique de ce type de lutte. Ce projet d'exploitation minière d'une concession aurifère à l'est de Saint-Laurent-du-Maroni, porté par un consortium russo-canadien, prévoyait d'extraire 7 tonnes d'or en 12 ans et nécessitait de déforester 600 hectares à la lisière d'une réserve biologique intégrale où ont été recensées une centaine d'espèces protégées. Ce projet a vu se confronter une élite créole attachée à un développement économique du territoire passant par les activités extractivistes, à des groupes kali'na leur opposant une vision alternative valorisant leur autochtonie, eux-mêmes soutenus par des militant·es de la cause environnementale (Malfant, 2021). L'ampleur médiatique de la contestation qu'a suscitée

ce projet est liée notamment aux positions contradictoires qui se sont succédées au sommet de l'État français sur ce dossier : après l'avoir longtemps soutenu, le gouvernement l'a finalement mis à l'arrêt en 2019<sup>4</sup>. Ces revirements successifs ont attisé l'opposition au projet et généré une montée en puissance des pratiques de détournements cartographiques qui visaient, au-delà du cas de la Montagne d'Or, à dénoncer les pratiques extractivistes en Amazonie.

## Retravailler les données

Les cartes soutiennent une autre forme de revendication qui s'appuie sur le principe n° 10 de la Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement. Celui-ci sert couramment de référence aux mouvements sociaux pour réclamer leur droit à l'accès à l'information au nom de la transparence démocratique. Des obligations légales engagent maintenant les États à mettre à disposition les données environnementales sur des plateformes Internet, comme c'est le cas avec Géoguyane<sup>5</sup>. Lorsqu'elles sont diffusées, les données sont parfois reprises et traitées par la société civile. Ainsi, l'association SystExt tient à jour le site Panoramine<sup>6</sup> qui recense tous les permis miniers en France. Fin avril 2009, une carte produite avec le collectif «Or de question» soulignait «la grande braderie du territoire» en affichant sur un même référentiel (p. 164) une informa-

4. Alors ministre de l'économie, Emmanuel Macron avait effectué un déplacement sur le site minier en 2015 et exprimé son soutien au projet, soutien renouvelé en 2017. Deux ans plus tard, à l'occasion du premier conseil de défense écologique du 23 mai 2019, le Président s'exprimait finalement en faveur de l'arrêt de ce projet minier. L'État n'a donc pas donné suite aux demandes de prolongation des concessions de la compagnie. Un tribunal administratif international a été saisi en octobre 2021 : en s'appuyant sur un traité franco-russe de 1989, dit de «protection des investissements», la compagnie minière réclame près de 4 milliards d'euros à la France, ce qui correspondrait à la moitié de la valeur présumée de la mine. Par ailleurs, en avril 2020, la commission départementale des mines de Guyane a donné son accord pour un nouveau projet de mine de taille industrielle au nom révélateur : «Espérance».

5. <http://www.geoguyane.fr>

6. [https://umap.openstreetmap.fr/fr/map/panoramine-activite-miniere-n-france\\_542755#2/27.2/104.1](https://umap.openstreetmap.fr/fr/map/panoramine-activite-miniere-n-france_542755#2/27.2/104.1)

tion jusque-là fragmentée dans divers dossiers administratifs, à savoir : l'ensemble des concessions, permis d'exploration, permis d'exploitation et demandes en cours. L'objectif de cet inventaire est alors clairement stipulé : rendre visible sur une seule carte «les 360 000 hectares de forêt qui peuvent potentiellement être saccagés pour le profit des multinationales».

Le visuel diffusé par l'association Tulupele fournit un autre exemple de ce type de contestation cartographique basé sur l'exploitation de données en accès libre. Pour dénoncer la déforestation associée aux activités aurifères, il montre une capture de Google Maps sur laquelle la superficie des titres miniers accordés a été remplacée par des photos aériennes de mines de régions amazoniennes voisines ou de zones déforestées. L'auteur précise que «cette superficie a été réduite de 30 % pour ne pas généraliser l'idée reçue selon laquelle l'emprise totale des titres miniers générerait une déforestation totale». Ce travail relève ainsi à la fois de la récupération et de l'agrégation des données, mais aussi du montage cartographique. Dans les deux cas, la carte sert à marquer les esprits, à rendre tangible un risque, à matérialiser ce qui est jugé comme une menace.

## Collecter ses propres données

Un troisième registre de revendication observé en Guyane passe par la production de données inédites ou impossibles à obtenir. Ainsi, l'Observatoire de l'activités minières (OAM) est un dispositif piloté par la Préfecture en partenariat avec le Parc amazonien, les Forces armées de Guyane, la gendarmerie, l'Office national des forêts et les services déconcentrés de l'État. L'OAM a mis en œuvre une plateforme qui permet à ses partenaires d'échanger leurs données (prétraitements sur des images satellites, repérages issus de survols en hélicoptère, traces GPS recueillies sur le terrain...) pour

assurer un suivi coordonné de l'activité des *garimpeiros*<sup>7</sup>. Des données de synthèse agrégeant les informations confidentielles sous la forme d'une carte et d'indicateurs étaient régulièrement diffusées pour informer la population des évolutions des activités illégales. Un changement de doctrine de la Préfecture a interrompu cette diffusion. Constatant l'indisponibilité des données et l'incapacité pour la population de disposer d'un état des lieux et d'un suivi de la situation, le WWF a lancé son propre observatoire. Deux ateliers de cartographie participative ont été organisés en 2016 en Guyane et en Amapá. Des volontaires ont délimité les zones déforestées par l'activité minière sur la base d'images satellites Landsat 8. Face au silence des autorités publiques, ces données diffusées dans la presse et sur des portails cartographiques mettent en lumière un phénomène cryptique difficile à quantifier (Noucher *et al.*, 2021). Si leur méthode de production peut être discutée, le simple fait d'exister et d'être diffusées fait de ces données un référentiel désormais incontournable, repris même par les autorités publiques.

## Vers un double renversement du pouvoir des cartes ?

Ces quelques exemples emblématiques illustrent l'inversion du pouvoir des cartes depuis quelques années : la carte peut dorénavant donner voix aux citoyen·nes en permettant à des non spécialistes de la cartographie de porter sur le devant de la scène des controverses ou des conflits spatiaux. Les contre-cartographes soutiennent, à l'instar de William Bunge, que la production de cartographies est porteuse d'une mise en visibilité d'éléments de réalité qui échappent aux représentations dominantes de l'espace et du territoire (Bunge, 1971). Puissance révélatrice et performative qui consiste à objectiver et objectifier des réalités territoriales, les batailles cartographiques peuvent être appréhendées comme des batailles politiques à travers

les enjeux de visibilité qu'elles soulèvent. Le pouvoir émancipateur des cartes et les effets concrets de ces productions citoyennes restent cependant encore à questionner, tant la présence autochtone dans ces combats de cartes semble marginale.

En Guyane, il est frappant de constater que les initiatives de contre-cartographies précitées sont toutes portées par des environnementalistes et non par des collectifs autochtones. Les cartes mises en circulation sont ainsi très conventionnelles dans leur forme, reproduisant ou détournant la sémiologie des cartes occidentales. Quelques projets de cartographie participative en contexte autochtone commencent à voir le jour, notamment à propos de la toponymie teko et wayāpi (Grenand *et al.*, 2017), mais ils restent exceptionnels. De plus, bien qu'ils soient les grands oubliés des projets cartographiques en Guyane, les Bushinengués ne se présentent jamais comme les victimes de cette invisibilisation. Leur défiance séculaire des outils de lisibilisation des autorités les conduit à rejeter ces cadres de connaissance et de reconnaissance : « Vivre dans le blanc des cartes, c'est s'extirper délibérément de la carte des Blancs » (Touam Bona, 2021, p. 43).

L'exemple guyanais permet de souligner que le développement de la contre-cartographie sous toutes ses formes est porteur d'une promesse paradoxale : les contre-cartes offrent une diversité de représentations de l'espace, mais leur mise en avant dans le débat public semble privilégier les contenus les plus conventionnels. Il est donc temps de revoir ces représentations cartographiques dominantes et ces processus conventionnels afin de présenter et confronter différentes conceptions du monde. Si elles voient enfin le jour, elles permettraient peut-être à la contre-cartographie de renverser doublement le pouvoir des cartes : d'un point de vue politique en s'opposant aux visions dominantes, d'un point de vue épistémologique, en cherchant des modes d'expression alternatifs. Ce faisant, la contre-cartographie s'inscrit dans un contexte plus large de décolonisation des savoirs encore balbutiant en Guyane.

---

7. Orpailleurs clandestins d'origine brésilienne.

## Références

William Bunge, *Fitzgerald. Geography of a Revolution*, Cambridge, MA, Schenkman, 1971.

Etienne Candel, Valérie Jeanne-Perrier et Emmanuel Souchier, «Petites formes, grands desseins. D'une grammaire des énoncés éditoriaux à la standardisation des écritures» dans Jean Davallon (dir.), *L'Économie des écritures sur le web*, vol. 1 : *Traces d'usage dans un corpus de sites de tourisme*, Hermès-Lavoisier, 2012, p. 135-166.

Jacques Ellul, *Les Nouveaux Possédés* [1973], Paris, Fayard, 2003.

Andrew Feenberg, *Pour une théorie critique de la technique*, Montréal, Lux/Humanités, 2014.

Jean-Paul Fourmentaux, *AntiDATA, la désobéissance numérique – Art et hacktivismisme technocritique*, Dijon, Les Presses du réel, 2020.

Jean-Christophe Gay, *La France d'outre-mer. Terres éparses, sociétés vivantes*, Paris, Armand Colin, 2021.

Pierre Grenand, Françoise Grenand, Pierre Joubert et Damien Davy, «Pour une histoire de la cartographie des territoires teko et wayāpi (Commune de Camopi, Guyane française)» dans *Revue d'ethnoécologie*, 11, <http://journals.openedition.org/ethnoecologie/3007>, 3 juillet 2017.

Emmanuel Lézy, *Guyane, Guyanes, une géographie «sauvage» de l'Orénoque à l'Amazone*, Paris, Belin, 2000.

Chloé Malfant, «Lutter ensemble contre la Montagne d'or. Les mobilisations anti-extractives à l'épreuve des fractures ethno-raciales» dans *Cahiers des Amériques latines*, 93, 2020, p. 133-152.

Matthieu Noucher et Laurent Polidori, *Atlas critique de la Guyane*, Paris, CNRS Éditions, 2020.

Matthieu Noucher, «The Place Names of French Guiana in the Face of the Geoweb. Between Data Sovereignty, Indigenous Knowledge, and Cartographic Deregulation» dans *Cartographica*, University of Toronto Press, 55/1, 2020, p.15-28.

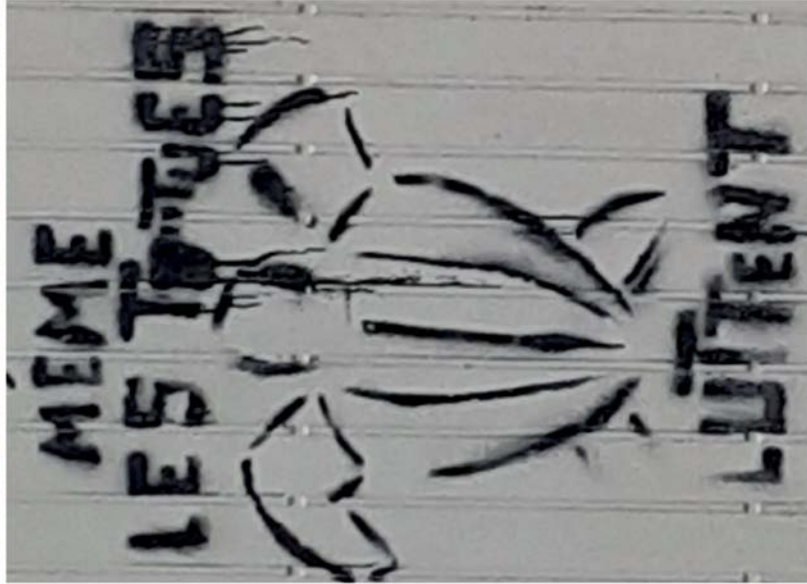
Matthieu Noucher, *Les Petites Cartes du web. Approche critique des nouvelles fabriques cartographiques*, Paris, Édition Rue d'Ulm, Presses de l'École normale supérieure, 2017.

Nancy Lee Peluso, «Whose Woods are These ? Counter-Mapping Forest Territories in Kalimantan, Indonesia» dans *Antipode. A Radical Journal of Geography*, 27/4, 1995, p. 383-406.

Dénètem Touam Bona, *Sagesse des lianes. Cosmopoétique du refuge*, 1, Fécamp, Post-éditions, 2021.









Affiches et tags d'opposants aux activités extractivistes sur les murs de St Laurent-du-Maroni.  
Photographies par Matthieu Noucher, mars 2019.